

Un grand débat s'ouvre au PCF

À l'issue de sa réunion du 12 décembre, le Conseil national avait élu une commission de 20 membres, chargée de lui soumettre des projets de documents à proposer aux communistes, d'abord à l'occasion de la conférence nationale des 10 et 11 avril, portant sur les choix à opérer pour 2022, puis du 39e Congrès, convoqué du 5 au 7 novembre prochains.

Cette commission a entamé ses travaux ce 14 janvier, en commençant à réfléchir, comme elle en a reçu mandat, au texte qui devra être débattu à la conférence nationale du printemps, avant que les communistes se prononcent par un vote, du 7 au 9 mai, sur leurs choix pour l'élection présidentielle.

De l'échange, il est ressorti un constat partagé que la France vit un moment d'une gravité exceptionnelle. Face à une pandémie frappant presque simultanément toute la planète, aux catastrophes écologiques et climatiques qui pointent à l'horizon de l'humanité, à la crise que traverse la globalisation capitaliste et que révèle et accélère l'épreuve sanitaire en cours, il y a urgence. Urgence à ouvrir à la France une perspective d'espoir, qui rompe résolument avec la domination mortifère du capital comme avec les politiques néolibérales conduites depuis trop longtemps au sommet de l'État, et tout particulièrement celles que mène l'actuel pouvoir macronien.

Ainsi la prochaine élection présidentielle, comme les élections législatives qui la suivront et dont l'importance n'est pas moindre, va-t-elle être un moment déterminant de débat politique pour notre peuple. Le rapport présenté devant le conseil national du 7 novembre avait dessiné l'enjeu d'une candidature communiste à la présidentielle, suivant le mandat donné par le 38e Congrès de 2018. « Il est posé aux communistes, y était-il indiqué, la question de la manière dont ils peuvent, dans le débat de la gauche, mais aussi avec notre peuple, mettre à disposition : un contenu qui réponde aux défis de la crise en cours ; une offre de reconstruction de la gauche et de rassemblement populaire sur des objectifs transformateurs qui puisse redonner espoir et confiance ; une candidature qui porte ces objectifs, pèse effectivement dans la vie publique de notre pays, crée par sa dynamique les conditions d'une majorité politique, non seulement à la présidentielle mais aussi aux élections législatives, permettant dans ce cadre de faire élire le plus de députés communistes possibles avec à l'arrivée un groupe renforcé à l'Assemblée nationale. »

Pour permettre aux communistes de décider de leur choix au printemps, la commission s'est donné pour feuille de route d'instruire les grandes questions de l'heure : la crise du capitalisme mondialisé, la crise majeure et multiforme que connaît dans ce cadre la société française, l'état du paysage politique aussi bien à droite qu'à gauche, les propositions politiques phares pour la France qu'il revient au PCF de porter dans un tel contexte, les échéances électorales de 2022 et l'offre politique qu'il incombera au parti d'y défendre.

Pour être le plus collectif, le travail va commencer par un échange de notes entre les membres de la commission. Mais le débat doit aussi impliquer largement les communistes, s'enrichir de leurs réflexions, se nourrir de leurs expériences de terrain. L'expression démocratique des adhérentes et adhérents, condition de leur

pleine souveraineté, est une préoccupation constante de la vie interne du PCF. Elle l'est davantage encore dans un contexte contraignant terriblement les possibilités de rencontres physiques, et donc d'échanges.

C'est la raison pour laquelle va être prochainement lancé un appel aux contributions, lesquelles seront mises à la disposition de chacune et chacun, grâce à un site Internet dédié. Dans le même temps, la commission auditionnera les responsables des secteurs de travail du Parti, les animateurs et animatrices de ses publications, ses groupes parlementaires, des personnalités spécialisées sur de grandes questions... Un point d'étape sera fait, sur ce travail, lors du conseil national du 30 janvier.

Éliane Assassi, Christian Picquet, co-présidents de la commission du texte.